

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 février 2019

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1673)

Rejeté

AMENDEMENT

N° 146

présenté par

M. Fasquelle, M. Boucard, M. Carrez, M. Bony, M. Descoeur, M. Forissier, Mme Guion-Firmin,
M. Leclerc, M. Ramadier, M. Quentin, Mme Duby-Muller, M. Hetzel, M. Straumann,
Mme Ramassamy, Mme Poletti, Mme Bonnard, Mme Corneloup, M. Cattin, M. Dive,
M. Masson, M. Jean-Claude Bouchet, M. Pierre-Henri Dumont, M. Abad, Mme Lacroute, M. de
Ganay, M. Bazin, Mme Anthoine, M. Emmanuel Maquet, M. Rolland, M. Saddier, M. Viala,
M. Woerth et Mme Bazin-Malgras

ARTICLE 20

Après l'alinéa 35, insérer l'alinéa suivant :

« Les droits individuels relatifs aux plans d'épargne retraite d'entreprise ayant vocation à bénéficier à l'ensemble des salariés de l'entreprise ne sont transférables qu'à compter de la date de départ de son entreprise du bénéficiaire ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de respecter la cohérence de la politique de ressources humaines des entreprises et le caractère paritaire du suivi des PERCO, cet amendement propose de rendre possible le transfert individuel des avoirs d'un PERCO vers un plan purement individuel à partir de la date de départ de l'entreprise.